

# PORTRAIT YAMA TORABI



A deux jours de la présidentielle afghane, ce cofondateur tenace et stoïque d'une ONG anticorruption a du pain sur la planche.

## Kaboul Cleaner

Par **LUC MATHIEU**  
Photo **ORIANE ZÉRAH**

Yama Torabi porte un regard singulier sur les égouts de Kaboul. Comme tout le monde, il a bien remarqué qu'ils avaient été refaits dans quelques rues d'un quartier prisé des expatriés. Le passant distrait ne risque plus de se casser une jambe en tombant dans les tranchées bétonnées où s'entassaient sacs plastiques et rats crevés. Mais Yama Torabi ne s'en réjouit pas vraiment. Principale figure de la lutte anticorruption en Afghanistan, il sait que ces nouveaux égouts symbolisent aussi l'incurie du gouvernement et l'incompétence des donateurs internationaux. « Ces égouts ont été refaits une dizaine de fois depuis 2002. Là, c'est Usaid (la branche du gouvernement américain en charge de l'aide) qui avait un budget de 60 millions de dollars à dépenser. Mais malgré ça, c'est une rénovation de façade et Kaboul n'a toujours pas de système d'assainissement efficace. Où est passé l'argent ? »

Avec ses lunettes à monture noire, ses mots choisis avec soin, son calme que rien ne semble pouvoir perturber, Yama Torabi, 38 ans, pourrait passer pour un rabat-joie, plus prompt à critiquer qu'à saluer les progrès d'un pays qui n'a

guère connu que la guerre depuis trente ans. C'est d'ailleurs ce que lui reprochent certains ministres ou conseillers du gouvernement de Hamid Karzaï. « Torabi va trop loin, il exagère, il ne voit que le mauvais côté des choses », dit un proche du président afghan. Lui s'en défend, arguant qu'à l'inverse, la corruption est devenue « la colle qui tient le régime ». « La loi ne s'applique plus, il n'y a plus de contrat social. Les élites au pouvoir ont perdu leur légitimité et ne s'intéressent plus qu'à leurs intérêts matériels en toute impunité », poursuit-il dans les bureaux mal chauffés de Integrity Watch Afghanistan (IWA), l'ONG qu'il dirige à Kaboul.

Les faits lui donnent raison. A deux jours de l'élection présidentielle, l'Afghanistan reste le pays le plus corrompu au monde, au même niveau que la Somalie et la Corée du Nord, selon Transparency International. Pots-de-vin, prébendes et commissions illégales sont devenus la norme. Le dernier scandale remonte à la faillite en 2010 de la Kaboul Bank, qui compte l'un des frères du président afghan parmi ses actionnaires. Ses dirigeants avaient détourné 900 millions de dollars. L'arnaque était sophistiquée. Le système informatique avait été modifié et de faux comptes créés. Une partie du cash avait été cachée dans les plateaux-repas des avions d'une compagnie afghane pour être transférée à Dubaï où

il a servi à acheter des villas de luxe. « Il faut reconnaître que la corruption nécessite parfois beaucoup de créativité », dit, en riant, Yama Torabi.

Il faut de la persévérance, voire une forme d'abnégation, pour lutter contre les gabegies dans un pays tel que l'Afghanistan. Décrit comme « très structuré, plus chercheur que communicant », par son ami Lorenzo Delesgues, le fondateur de IWA, Yama Torabi estime que la seule manière efficace est de ne jamais lâcher. « C'est comme ça qu'on a réussi à faire en sorte que les contrats miniers soient rendus publics. Plusieurs fois, des responsables du ministère nous ont rétorqué : "Mais, vous rêvez !" Au final, ils ont cédé. »

Au lieu de lancer de vastes programmes, Yama Torabi se focalise sur des projets précis. Les 90 employés de l'ONG se rendent régulièrement dans les provinces, là où les étrangers ne vont plus, pour former des habitants qui surveilleront eux-mêmes les chantiers de reconstruction. « Ils vérifient la largeur d'une route ou l'épaisseur du goudron pour s'assurer que les sous-traitants respectent le contrat. Ils sont d'autant plus impliqués qu'ils ont intérêt à ce que leur future route ne soit pas défoncée. » Au nord de Kaboul, où étaient déployés la majorité des soldats français jusqu'en 2012, des habitants assistent aux procès, pariant que cette surveillance inciterait les juges, notoirement corrompus,

à l'être un peu moins. Le gouvernement n'a pas apprécié. Le rapport sur la corruption judiciaire a valu à Yama Torabi un procès pour calomnie. « Le procureur m'a menacé de prison si je continuais. On a rendu l'affaire publique et elle a finalement été classée. » Yama Torabi assure ne pas avoir eu peur. Il ne s'agit pas de forfanterie ou de fausse assurance. Comme la plupart des Afghans de sa génération, il a développé une forme de fatalisme tranquille, où le pire est toujours possible, voire probable. Il n'avait que 3 ans lorsque l'Armée rouge a envahi l'Afghanistan. Il vivait jusque-là une enfance « heureuse, style classe moyenne », dans une grande maison de Parwan, au nord de Kaboul. Son père, médecin chef de la province, est souvent payé en sacs de riz ou de blé, voire en poules, mais la famille ne manque de rien. Tout s'effondre en 1979 avec l'invasion soviétique. Le père n'est pas communiste et, circonstance aggravante, il est considéré comme un intellectuel. Il faut déménager à Kaboul, où les quatre enfants sont scolarisés à l'école française. Mais en 1992, les roquettes commencent à tomber. La guerre civile vient de débuter. Kaboul n'est plus vivable, la famille fuit dans un camion benne au Pakistan. Elle se réfugie à Peshawar, où des milliers d'Afghans se sont déjà exilés. C'est un nouveau traumatisme et la découverte de la pauvreté, celle qui force à choisir entre déjeuner ou se payer un ticket de bus à 2 roupies pour aller à l'école. C'est aussi la rupture avec le père, l'ancien médecin qui refuse de vendre des légumes sur les marchés. « J'ai tout misé sur l'école. Je travaillais sans arrêt, suivais tous les cours de rattrapage. Ça m'a permis de réellement apprendre le français et l'anglais. »

En 1996, alors que les talibans prennent le pouvoir à Kaboul, Yama Torabi commence à travailler pour Madera, une ONG française. Envoyé dans l'est afghan, il passe ses week-ends à lire Balzac, Flaubert et John Le Carré. En 2001, à sa « grande surprise », le jeune Afghan réussit le concours de Sciences-Po. Il se marie à Paris avec une Française d'origine iranienne et repart en Afghanistan dès ses études achevées. C'est là qu'il recroise Lorenzo Delesgues, qu'il avait connu à Sciences-Po. Leur ONG, lancée grâce à un prêt de 15 000 dollars contracté auprès d'un marchand de tapis de Kaboul, se fait connaître en 2007 avec la publication du premier rapport qui chiffre la corruption en Afghanistan. Devenue une institution, elle dispose d'un budget annuel d'environ 2 millions de dollars, récoltés notamment auprès des pays scandinaves. Le marchand de tapis a été remboursé et Yama Torabi s'est vu proposer de diriger l'Agence anticorruption du gouvernement, un poste équivalent à celui de ministre. Il a refusé. « Cette agence ne fait rien. Tant qu'il n'y a pas de volonté politique, on ne peut pas lutter en faisant partie de ce régime. Mieux vaut rester en dehors. »

### EN 6 DATES

- 4 janvier 1976** Naissance à Kandahar (Afghanistan).
- 1992** Exil à Peshawar (Pakistan).
- 2001** Réussit le concours de Sciences-Po Paris.
- 2005** Repart en Afghanistan et cofonde Integrity Watch Afghanistan (IWA).
- Janvier 2011** Prend la direction de IWA.
- 5 avril 2014** Premier tour de la présidentielle.